

## Act Up SO

### Texte santé pour manif « précaire Pride » 7 mai 2013

Aujourd'hui, 7 mai 2013, nous sommes au premier anniversaire de la présidence de François Hollande.

Aujourd'hui nous constatons que le bilan en matière de santé du président ne répond en rien à nos attentes, pour ne pas dire qu'il est calamiteux.

Aujourd'hui, nous constatons que le changement promis n'arrive pas mais surtout que la politique de santé de Nicolas Sarkozy continue d'être appliqué dans ses grandes lignes.

Notre système de santé solidaire a été attaqué comme jamais ces dernières années.

Les valeurs de la sécurité sociale où chacun recevait en fonction de ses besoins et payait en fonction de ses moyens ne sont plus d'actualité. A cause de leur coût élevé, 16,2% de la population a renoncé à des soins. Les restes à charge pour se soigner que sont les franchises médicales, les différents forfaits, les dépassements d'honoraires, les déremboursements de médicaments (provoquant l'augmentation des mutuelles complémentaires qui en sont les principales raisons) n'ont pas été supprimés.

Il n'est pas acceptable que les personnes les plus pauvres doivent faire un choix entre se nourrir, se loger ou se soigner... comme il n'est pas acceptable le vote d'une loi comme l'Accord National Interprofessionnel, passé en force au Sénat, qui va instaurer une inégalité d'accès à une mutuelle complémentaire.

L'hôpital public, un des piliers de notre système de santé, continue d'être la victime d'une gestion comptable qui se traduit par des fermetures de lits, une diminution du personnel soignant et non soignant, des fermetures de certains services ou d'hôpitaux de proximités. Cela génère une dégradation des conditions de travail des personnels soignants et une diminution de la qualité de la prise en charge des usagers. Les services publics de santé sont mis à mal par la mise en place d'une politique d'austérité.

En matière de lutte contre le vih/ sida, nous constatons :

- une baisse des subventions pour les actions de préventions, de dépistage et d'aide aux personnes.
- Le maintien des politiques répressives à l'encontre des étrangers, des travailleuses du sexe et des usagers de drogues. Pour les étrangers malades, le droit aux séjours pour soins n'a toujours pas été modifié
- le maintien de l'interdiction des soins funéraires pour les séropos,
- le maintien en prison des personnes malades.

La santé n'a pas de prix mais elle a un coût et pour revenir aux valeurs de la sécurité sociale, il est urgent de remettre en place une politique solidaire. La sécurité sociale ne souffre pas de ses dépenses mais de son absence de recette.

Le changement ne se fera que si nous l'imposons !!!